

Rapport de voyage en Israël

9 au 13 novembre 2002

<i>Introduction</i>	2
<i>2. Meretz & kibboutz Artzi</i>	4
2.1. Sheva Friedman, secrétaire des relations internationales au Meretz	4
2.1. Abou (Avshalom) Vilan, député du Meretz	5
2.2. Mihal Shohat secrétaire nationale du Meretz	6
2.4. Asvi Pragi	7
2.5. Gabri Bargil	8
Annexes, Les partis	8
<i>3. Rencontre Mehi Schweitzer – Shalom Arshav</i>	10
<i>3. Les refuzniks: Yesh Gvul et Courage to Refuse</i>	11
3.1. Noam Livney - Courage to Refuse	11
3.2. Dan Tamir - Yesh Gvul	11
<i>4. Givat haviva</i>	14
4.1. Dov Poudet - directeur du Centre	14
4.2. Lea Eisenberg	15
<i>5. Adallah</i>	18
<i>6. People Peace Campaign: Saman Khoury</i>	20
<i>7. Ta'ayush : Issam Boraya et Karen Akoka</i>	23
<i>8. Neve Shalom</i>	24
<i>9. B'Tselem</i>	27

Introduction

GENESE

En mai 2002, une centaine de jeunes juifs belges lançaient dans le journal Le Soir un « **Appel pour la paix** ». Cet appel condamnait la logique de guerre du gouvernement israélien et marquait un soutien déterminé au Camp de la Paix qui, en Israël, s'oppose à cette politique agressive.

Dans le prolongement de cette initiative, les signataires ont décidé de former l'association « **Dor Hashalom - Génération pour la Paix** ». Elle rassemble des jeunes qui défendent le principe d'une solution de compromis basée sur le respect des droits légitimes des deux peuples, israéliens et palestiniens. Ces droits sont définis par les résolutions pertinentes des Nations Unies visant à favoriser l'émergence d'une paix juste et durable.

L'association entend réaliser son objet social d'une part en soutenant les acteurs qui agissent dans ce sens en Israël et, d'autre part en défendant le principe d'une telle paix au sein de la société belge en général et de la communauté juive de Belgique en particulier.

NOTRE ACTIVITE

Nous nous adressons aux trois groupes suivants :

- a. La **société israélienne** et plus précisément, le **camp de la paix en Israël** que nous voulons soutenir publiquement dans son combat.
- b. La **communauté juive de Belgique** au sein de laquelle nous voulons défendre notre message de paix.
- c. La **société belge**, pour témoigner de l'existence de jeunes juifs, citoyens belges attachés à Israël et défendant un vrai message de paix et de compromis.

Notre action « sur le terrain » s'exerce par les moyens suivants :

De nombreux contacts locaux, en Israël et en Palestine, avec les militants et les responsables politiques de mouvements partageant notre objectif. Nous essayons, par et avec eux, de comprendre, d'actualiser et de promouvoir les alternatives réalistes et progressistes à la politique actuelle, politique basée sur le mépris et qui n'engendre que peurs, haine et violences. Des jeunes sont là, qui analysent avec un sens critique courageux les erreurs, les abus, les manipulations qui sabotent tout effort de paix et renforcent le pouvoir actuel.

D'autre part, nous menons une action d'information et de dialogue avec tous les jeunes belges se sentant concernés par le conflit, information basée sur la situation telle qu'elle est vécue et analysée par les citoyens progressistes d'Israël et de Palestine que nous rencontrons.

Enfin, nous voulons apporter aux médias les éléments qui peuvent nuancer les propos de ceux qui opposent, par clivage simplificateur, pro-israéliens et pro-palestiniens. Des jeunes sont là, en Belgique, en Palestine, en Israël, qui ont renoncé aux mythes nationalistes et/ou religieux.

PLUS CONCRETEMENT

Tandis que se poursuivait sur le terrain le cycle de la violence et de la répression, notre association a rapidement décidé de concrétiser sa démarche de soutien en envoyant une **délégation en Israël** afin de nouer des liens plus forts avec les diverses composantes du camp de la paix israélien. Cette délégation, composée d'une quinzaine de jeunes, s'est rendue sur place du 9 au 13 novembre 2002. Le programme s'articulait autour de rencontres

avec des acteurs locaux appartenant tantôt au monde politique tantôt au monde associatif. Concrètement, l'objectif de ce voyage était triple: (1) marquer notre soutien au camp de la paix, (2) mieux comprendre la situation en général et la réalité du combat quotidien des militants de la paix en particulier et (3) diffuser les informations obtenues à notre retour en Belgique.

Compte tenu du peu de temps dont nous avons disposé, la délégation a du faire un choix parmi les acteurs qui se revendiquent du camp de la paix en Israël. Le critère était d'aborder les différents aspects de la situation actuelle (la situation politique et économique, l'occupation militaire et les refuzniks, le problème des colonies, la question de Jérusalem, les droits de la minorité arabe, ...) avec les acteurs les plus engagés sur chacun de ces problèmes. Chaque rencontre nous a ainsi donné l'opportunité de connaître une organisation mais aussi d'aborder un sujet en profondeur.

Afin de transmettre plus largement l'information que nous avons recueilli sur le terrain, nous avons décidé de réaliser ce rapport, illustré par un DVD de plus ou moins vingt minutes.

Notre mouvement, nos actions, prennent aujourd'hui une dimension supplémentaire, à nous de les amplifier et approfondir car, au Moyen-orient, les enjeux évoluent dramatiquement suite aux bouleversements qui secouent l'Irak. Ils entraîneront des réactions imprévisibles dans toute la région. Maintenant plus encore, l'israélien et le palestinien, dont le pays ne représente qu'une quantité négligeable en terme de population, de superficie et de ressources au Moyen-orient, risquent d'être les victimes ou, au mieux, les oubliés, d'un conflit social, économique, culturel majeur.

2. Meretz & kibboutz Artzi

www.meretz.org.il

2.1. Sheva Friedman, secrétaire des relations internationales au Meretz

Notes par Simon

Sheva nous a beaucoup aidé à organiser ces quatre jours de séminaires intensifs. A notre demande, nous avons rencontré de nombreuses ONG extérieures au Meretz, ce qui nous a permis de faire connaissance avec de nombreux acteurs du “processus” de paix - une expression utilisée depuis 25 ans et qu’elle n’aime pas.

Sheva nous relate son expérience personnelle de ce long combat. En 1987, une loi israélienne punissait de six mois de prison tout contact avec des leaders politiques palestiniens. Ça ne l’a pas empêché de participer avec ses camarades, à Budapest, à une grande réunion avec Abou Mazen (aujourd’hui premier ministre de l’Autorité Palestinienne) et d’autres leaders palestiniens. Cette réunion a débouché sur une déclaration commune, où Abou Mazen a reconnu pour la première fois le droit à l’existence d’Israël, et où nous avons accepté tous ensemble le principe de deux états pour nos deux peuples.

Cette première historique a changé la donne. Auparavant, seul 3% des Israéliens acceptaient la création d’un Etat Palestinien. Aujourd’hui ils sont 75%. Même les Israéliens de droite savent que c’est la seule solution: malgré la deuxième intifada, 60% d’entre eux s’y sont résignés (sondage, novembre 2002). Cette évolution nous donne l’espoir d’aboutir à une solution, malgré tout le sang versé.

L’éclatement de la gauche en un très grand nombre de petits groupes est un problème majeur. Nous tentons de mettre sur pied une coalition de paix, avec Roman Bronfmann, Shalom Archav, Avoda etc.

Sheva *peut* comprendre les Palestiniens: pendant sept ans, ils ont attendu en vain un geste clair de Barak, Perez ou Sharon pour faire la paix. Barak, en particulier, a accumulé les fautes, car il ne respecte pas les Palestiniens. Il n’était pas prêt à négocier sincèrement, car son unique but était de prouver au monde qu’Arafat refuse la paix.

Les sympathisants du camp de la Paix dans la diaspora ont deux grands rôles à jouer: d’une part, pousser Israéliens et Palestiniens à parler, car la communication est plus facile à l’étranger. Nous pouvons, par exemple, organiser des réunions en Belgique avec des Palestiniens. D’autre part, nous devons influencer notre communauté, lui montrer qu’on peut être solidaire d’Israël et avoir une position clairement à gauche. Même l’HHH-Belgique n’ose pas être clairement à gauche.

Le Meretz ne s’intéresse pas qu’au processus de paix, mais aussi aux problèmes sociaux en Israël. Que ce soit au sujet de la situation économique, de la situation des femmes, des celle des Arabes Israéliens, ou du fossé entre religieux et laïcs, le Meretz doit assumer son rôle de gauche laïque pour l’égalité.

2.1. Abou (Avshalom) Vilan, député du Meretz

Notes par Simon Chabrilat

Nous rencontrons Abou Vilan, député du Meretz, le samedi 9 novembre 2002. La session parlementaire qui se termine est extrêmement chargée mais il prend le temps de nous brosser un panorama général de la situation.

Mr Vilan fait le lien entre la situation politique et la situation économique d'Israël: l'Intifada est responsable d'une diminution de 5% du Produit National Brut, le chômage est à 12% et l'inflation se situe entre 8 et 10% ! Alors que cette crise touche d'abord les plus défavorisés, le financement des services sociaux est en baisse permanente...

Ces problèmes de budget sont liés à la sécurité nationale, puisque celle-ci consomme 30% du budget national. C'est la première fois que des gens en Israël voient le lien entre les situations politique et économique.

Il explique ensuite la contradiction fondamentale de la politique israélienne actuelle: D'après les sondages, 70% des citoyens israéliens pensent qu'il faut évacuer les colonies mais il y a aussi 70% d'entre eux qui pensent que les hommes politiques de droite sont le mieux à même de gérer le pays !

Proche d'Ehoud Barak, il décrit les négociations qui se sont tenues à Camp David et à Taba. Selon lui, le compromis territorial était très bon : Barak a proposé de rendre 97% des Territoires Occupés¹, avec un échange de territoires pour les 3% restants mais des problèmes subsistent: (1) les colons qui doivent revenir en Israël, (2) le statut du Mont du Temple, (3) le "droit de retour" pour les réfugiés palestiniens. Pour ce dernier point, il estime qu'il ne faut prévoir qu'une contrepartie financière (de quelques dizaines de milliers de dollars) qui pourrait être attribuées aux réfugiés, grâce aux contributions de pays tiers.

Il estime que les Palestiniens ont préféré refuser ce compromis pour privilégier une stratégie de la violence en lançant la deuxième Intifada en espérant obtenir plus. Cette décision s'expliquerait par une volonté d'imiter l'action du Hezbollah au Liban, par l'espoir d'un changement de cap de la politique américaine - grâce à l'arrivée des Républicains - et/ou par les luttes internes au sein de l'Autorité Palestinienne.

Avec le recul, l'erreur de Barak aurait été de tenter de forcer l'accord des Palestiniens, alors qu'ils n'étaient pas prêts. Mais sur le fond Barak aurait eu raison car aucun palestinien ne négociera jamais sur la base de propositions comme celle de Sharon (rendre 42% des Territoires aux Palestiniens, et leur céder 23% supplémentaires sous forme d'un accord intérimaire à long terme).

A court terme, Il propose de construire le mur de séparation pour permettre l'existence à terme d'un Etat d'Israël qui soit tout à la fois juif et démocratique et d'évacuer immédiatement les colonies.

¹ NdA: par "Territoires Occupés", nous entendons Bande de Gaza et Cisjordanie.

Sharon a convoqué de nouvelles élections parce qu'il a compris que son seul succès est le gouvernement d'Union Nationale. Il ne fait rien, mais il représente la totalité du spectre politique et peut donc se présenter en « père de la nation ».

La gauche est donnée perdante mais elle peut encore gagner si elle arrive à faire changer de camp 200 000 électeurs. Il pense que c'est possible car si Ben Eliezer est candidat du Parti Travailleuse, celui-ci perdra des sièges, mais la Gauche dans son ensemble en gagnera. L'important pour lui n'est pas tant l'avenir du Meretz que celui de la gauche en général.

Très critique par rapport au Shinoui, dont le seul programme consiste à haïr les ultra religieux, il défend son parti, le Meretz, qui est le seul à s'engager pour une justice sociale et à lier les problèmes politiques aux problèmes économiques.

Répondant à nos questions sur les droits du peuple palestiniens, il insiste sur la souffrance actuelle du peuple palestinien. Il estime que le problème du côté palestinien, c'est Yasser Arafat. Comme c'est un symbole national, nous avons absolument besoin de lui même s'il est responsable de l'échec des négociations. En ce sens, le problème n'est pas de reconnaître les droits des Palestiniens –ce serait déjà fait depuis 30 ans- mais d'avoir une direction palestinienne qui est prête à avancer.

Au-delà de ces considérations, il estime qu'aujourd'hui, le plus important, c'est d'ouvrir une fenêtre pour négocier, quelles que soient les circonstances.

2.2. Mihal Shohat secrétaire nationale du Meretz

Le rôle actuel de Mihal Shohot dans le parti est d'organiser au niveau politique les élections et le déroulement du mandat politique.

Elle est assez surprise qu'il y ai des élections anticipées car celles-ci ne sont pas causées par les problèmes politiques du pays mais par des dissensions internes au sein des parti Avoda et Likoud. En effet Sharon et Ben Eliezer doivent garder le leadership de leur parti pour avoir une chance d'être élu ou réélu.

Les dernières élections législatives ont eu lieu en 1999 et avaient donné une majorité au parti Avoda mais, entre temps, Ariel Sharon a été élu comme premier ministre au suffrage direct le 1^{er} janvier 2001 et il a créé un gouvernement d'union nationale. Depuis ce moment, on est dans une situation politiquement ambiguë.

Répondant à nos questions, elle explique que les électeurs arabes ont été déçus par les promesse non tenue de la gauche israélienne et qu'ils soutiennent aujourd'hui quasi-exclusivement les partis arabes traditionnels qui ne sont pas sionistes. Les scandaleux événement d'octobre 2000 [la police a abattu 13 arabes israéliens lors de manifestations] ont largement contribué à cet état de fait mais elle estime que la réaction des arabes fut disproportionnée. Le Meretz continue à avoir des contacts permanents avec les partis arabes mais il ne peut collaborer pleinement avec ceux-ci car il y a dans le discours des partis arabes des éléments inacceptable comme la justification des attentats et le retour effectif des réfugiés. Le Meretz pense qu'il serait important d'intégrer un ministre arabe et musulman dans le prochain gouvernement pour essayer de combler le fossé qui est apparu.

Elle explique que le sionisme reste une valeur importante pour le Meretz mais que celui-ci le traduit simplement par la volonté de créer un Etat juif démocratique, celui-ci n'a évidemment pas de frontières sacrées et on peut donc rendre les territoires. Ce projet est confronté à un problème démographique du fait de la croissance de la population arabe (1.000.000) et des ultras religieux (1.000.000). Il est d'autant plus indispensable de créer un Etat palestinien !

Les relations avec les nouveaux mouvements de paix comme Tayush, situé à la gauche du Meretz, sont parfois difficiles car le parti ne peut cautionner leurs actions de résistances dans les territoires occupés même si celles-ci sont non-violentes. Le Meretz est avant tout du côté d'Israël et de son droit à la sécurité et se refuse donc à rentrer dans une logique de condamnation de Tsahal, ce que la population israélienne, qui glisse vers la droite, n'accepterait d'ailleurs pas !

2.4. Asvi Pragi

Asvi Pragi est un Arabe Israélien vivant à Kfar Kassem qui est membre du Meretz depuis 10 ans et siège actuellement au bureau du parti. Il utilise l'expression « Arabe israélien » pour se définir mais évoque l'idée d'une double identité à travers la métaphore de la mère naturelle (Palestine) et de la mère adoptive (Israël).

Il fait une rapide présentation de la communauté arabe aujourd'hui. La répartition géographique des Arabes Israéliens en Israël est la suivante : Galilée (60%), triangle (20%) et Bédouins du Néguev. Ils sont à 80% musulmans, les autres, situés essentiellement en Galilée, sont chrétiens ou druzes.

Il développe ensuite une analyse historique de la situation de sa communauté : les arabes qui sont restés après la catastrophe de 1948 sont ceux qui étaient trop pauvres pour partir et qui ont refusé de quitter leur champ mais tout le capital financier et humain est parti. Ceux qui sont restés ont vécu sous administration militaire jusqu'en 66 mais par la suite, ils sont parvenus à s'intégrer progressivement (accès à l'université, aux secteurs secondaires et tertiaires,...) et commencent à se distinguer intellectuellement et socialement des palestiniens des territoires. Aujourd'hui les Arabes Israéliens peuvent s'intégrer dans les structures de l'Etat mais sont parfois réticents à le faire.

Pour autant, notre interlocuteur pense qu'il faut continuer à se battre pour l'égalité des droits et il le fait, entre autres, à travers son action au Meretz qui lui semble plus utile et efficace -comme le montre les résultats obtenus par Yossi Sarid au ministère de l'éducation- que la surenchère des partis arabes qui jouent la politique du pire et renforcent Sharon.

Néanmoins il comprend la colère de la population arabe. Il rappelle des crimes dont ont été victimes les Arabes Israéliens dont, entre autres ceux d'octobre 2000. Ceux-ci témoignent de l'hostilité de l'Etat d'Israël à leur égard alors que ceux-ci sont dans une situation particulièrement difficile car ils sont tout à la fois solidaire des palestiniens et victime des attentats !

2.5. Gabri Bargil

www.kibbutz.org.il/eng/kbaeng.htm

Gabri Bargil est secrétaire général du Kibboutz Artzi et a été un des fondateurs de Shalom Arshav. Lors de l'entretien, il développera essentiellement des considérations relatives à la situation des kibboutzim.

Il explique tout d'abord que les problèmes financiers des kibboutzim datent du début des années 80. En effet, alors que les taux d'intérêt nominaux étaient très élevés du fait de l'inflation, les kibboutzim avaient contracté des emprunts importants et, lorsque l'inflation s'est écroulée en un mois, ils se sont retrouvés avec des emprunts à taux réels prohibitifs. Plusieurs institutions connaissant des situations similaires (moshavim) ont été aidés mais vu leur positionnement politique alors que les kibboutzim, plus marqué à gauche, n'ont rien reçu. Cette dette, qui subsiste aujourd'hui, fait fuir les jeunes du Kibboutz qui refusent d'en porter le poids toute leur vie (l'âge moyen est de 62 ans).

Au-delà de cet élément conjoncturel, le mouvement kibboutznik affronte des problèmes plus structurels. Par exemple, les professions se sont spécialisées et les rotations de poste sont devenues difficiles. De plus, en tant que communauté agricole, les kibboutzim n'ont pas pu offrir de perspective à des éléments brillants qui souhaitaient s'orienter dans des domaines professionnels différents (médecin, avocat,...) et ceux-ci ont souvent quitté le kibboutz. De manière plus générale, les kibboutzim ressemblent parfois à une révolution qui s'épuise car il n'y a plus de projet global alors que le monde autour d'eux change.

Pour autant, il veut rester positif car aujourd'hui, il y a énormément de débat au sein des kibboutzim et des réformes sont mises en oeuvre. De plus, depuis 1967, l'Etat aide beaucoup plus nettement les colonies que les kibboutzim. Ce sera peut-être une des dividendes de la paix que de voir les kibboutzim participer à la réalisation d'un nouveau projet pour la société israélienne qui devra de toutes façons se redéfinir pour parvenir à son idéal de démocratie politique et sociale.

Annexes, Les partis

1) Union national (7 dép.) : Avigdor Lieberman, partis d'anciens Likoud + Mafdal. 1 député se libère du parti pour former le parti de la liberté (Hérout)

2) Mafdal (5 dép.) : Parti National religieux, Efi Eytal, sioniste nationaliste proche de Hérout, Bné Akiva

3) Merkaz (6 dép.) : Centre, les déçus de Barak. Parti qui ne se présentera pas du fait de sa dislocation après une première présentation en 1999, Ytzak Mordechai

4) Shinoui (6 dép.) : Centre mais avec des positions sociales, économiques difficiles à déterminer car ce qui rassemble les membres est une lutte contre les religieux.

5) Avodat Israël (4 dép.) : parti religieux ashkénaze

6) Shass (17 dép.) : scission créée par le leader de Avodat Israël, parti religieux des sépharades.

Ces deux partis vont avec n'importe quelle coalition du moment qu'on accepte ses conditions :

'92-'93 Shass a voté pour les accords d'Oslo, « Houad Ayossef » leader spirituel du shass a une idéologie du centre gauche alors que ses électeurs sont plutôt à droite.

7) Meretz (10 dép.) : parti social démocrate, seul parti à gauche de Avoda si ce n'est les partis arabes

1992-1999 : Meretz = Mapam + Mratz + Shinoui et puis scission au sein du Shinoui au niveau du programme socio économique.

8) Israël One : 22 dép. Avoda

2 dép. Geisher (David lévy ex likoud)

2 indépendant du Meimal (stabilité) (parti religieux modéré sorti du Mafdal car ils trouvaient ce parti trop à droite

9) Partis arabes (9 dép.) : Union des partis arabes dont hadash (3 dép.) ancien parti communiste mais avec 2 dép. arabe et Tania geijkman, plus proche des arabes que du parti communiste. Ces partis arabes sont de plus en plus divisés et de plus en plus extrémistes

10) Likoud (19 dép.) : droite conservateur

3. Rencontre Mehi Schweitzer – Shalom Arshav

- 1) SA est la plus grande organisation sioniste qui lutte en faveur de la paix. Elle est née en 1982, durant la Guerre du Liban.
- 2) Son slogan actuel est « l'occupation nous tue de l'intérieur ». Ainsi, elle se différencie d'organisations comme Taayush, Yesh Gvul ou Gush Shalom, car son leitmotiv reste profondément sioniste.
- 3) SA plaide donc pour l'existence d'un foyer national juif (Etat démocratique où les Juifs se retrouvent chez eux) et reconnaît, dans la même logique, la réalité nationale palestinienne.
- 4) La solution du conflit se situe donc, pour SA, en la coexistence de 2 Etats, par des négociations d'égal à égal.
- 5) Cette solution (dont les voies du compromis sont évidemment connues) devrait, entre autres, comprendre :
 - Jérusalem comme capitale des 2 Etats
 - Réfugiés : droit au retour en Palestine + réparations
 - Colonies : il faut quitter. SA considère que 95% des colons sont prêts à partir, par le biais de la question des avantages économiques, fiscaux... Mais, c'est vrai qu'il y aura 5% d'irréductibles...
- 6) Par ailleurs, dans le cadre du conflit actuel, SA se bat également contre les injustices dont sont victimes les Palestiniens, particulièrement la question des « check points », des bouclages → « this is not jewish ».
- 7) SA a également un combat interne à la société israélienne : la lutte contre les différences sociales en Israël → principalement les différences qui existent entre les Juifs et les arabes, mais aussi plus largement, l'ensemble de la question sociale (chômage, injustices...).
- 8) SA se veut être un mouvement de masse. Ce qui signifie que dans la stratégie, il a parfois des positionnements « délicats ». Comme dans le cadre des refuzniks, où même si SA considère que ce qu'il se passe dans les TO est inadmissible, il reste difficile à cautionner le refus de servir dans Tsahal.
- 9) Néanmoins, SA a considéré que la présence dans le Gouvernement Sharon, d'Avoda était un problème, ce qui a, par ailleurs, constitué un échec.
- 10) Quelle place dans la campagne électorale ? Il existe la Coalition pour la paix mais SA n'est pas un parti politique. Dès lors, son principal rôle est d'expliquer les enjeux et de sensibiliser les citoyens israéliens à sa cause.
- 11) Perspectives de travail avec les autres mouvements du camp de la paix ? pas pour tout de suite. En effet, il faut d'abord remobiliser sa propre base.
- 12) Un des points cruciaux aujourd'hui est de recréer des ponts entre israéliens et palestiniens. SA peut servir à cela.
- 13) Enfin, la question de la critique. La ligne doit consister en une critique du Gouvernement Sharon, mais pas de l'Etat d'Israël.

4. Les refuzniks: Yesh Gvul et Courage to Refuse

4.1. Noam Livney - Courage to Refuse

www.refusersolidarity.net

Pour Noam Livney, lieutenant de réserve, la situation est très claire: ce qui se passe actuellement en Israël et dans les Territoires est bien une guerre, mais une guerre pour les colonies, pas pour la survie d'Israël. C'est ce qui l'a amené à signer l'appel de d'Ometz Le'sarev, Courage to Refuse, un mouvement d'officiers et de soldats, d'active ou de réserve, qui ont pris publiquement position pour refuser de livrer une "guerre d'oppression" au-delà des frontières de 1967 mais de continuer à assurer la défense d'Israël.

Déjà lors de sa première mission dans les Territoires, à la fin de sa période d'active, Noam s'était senti mal à l'aise dans son rôle d'occupant face aux Palestiniens. Mais à l'époque, on était encore dans l'enthousiasme et l'optimisme qui avaient suivi les Accords d'Oslo, et il s'était dit qu'il était sans doute l'un des derniers à effectuer ce genre de mission, qu'en gros c'"était pour la bonne cause". Aujourd'hui, Noam a déchanté. Pour lui, 200 mille colons ont réussi à prendre 10 millions de Palestiniens et d'Israéliens en otage. Il n'y a pas d'issue avec la politique actuelle: les Palestiniens sont opprimés et, comme tout peuple opprimé, ils se battent naturellement pour leur libération. Chaque jour d'occupation suscite le prochain attentat suicide.

Quand on lui demande si les pacifistes ne feraient pas mieux de rester en service afin travailler à ce que l'occupation soit la plus humaine possible, Noam répond qu'il n'y a pas de "gentil oppresseur". L'occupation corrompt, quoiqu'il arrive. Il n'y a pas moyen de faire "bien" ce genre de chose.

Pourtant, dans une société telle que la société israélienne, il n'est pas facile d'affirmer publiquement son refus de servir dans les Territoires. Quand il l'a fait, Noam s'est un peu senti dans la peau d'un homosexuel faisant son "coming out". Mais finalement, son entourage l'a plutôt bien pris, et il a reçu de nombreux messages de soutien.

Noam pense qu'il est évident qu'il faudra en fin de compte évacuer les Territoires et démanteler les colonies, la majorité des Israéliens y sont favorables. Alors pourquoi continuer à humilier et écraser tout un peuple ? Pourquoi sacrifier la jeunesse israélienne, l'économie et tout l'avenir du pays ?

4.2. Dan Tamir - Yesh Gvul

Notes par Sandrine

www.yesh-gvul.org

Dan a 27 ans, est né à Tel Aviv et a passé 26 jours en prison pour avoir refusé de servir dans les Territoires. Il fait partie de Yesh Gvul dont il nous présente les grandes lignes.

Yesh Gvul signifie "il y a des limites". Le mouvement a été fondé en 1982, au moment de la Guerre du Liban, par des officiers de réserve qui remettaient la guerre en question, à la fois au point de vue des buts poursuivis et des méthodes utilisées. C'était la première fois qu'il y avait ainsi un refus sélectif de servir en Israël: d'accord pour défendre Israël, mais pas d'accord pour d'autres buts.

En 1987-91 a lieu la première intifada. Pour la 2ème fois des réservistes refusent d'obéir à certains ordres: oppression de civils, actes immoraux, ...

La 3ème fois arrive avec la seconde intifada: cette fois des adolescents (des miliciens) eux aussi refusent de servir.

Pour Yesh Gvul, chaque être humain a le droit de remettre en question ses actions et de ne pas obéir à des ordres qu'il juge immoraux ou contre sa conscience: c'est le refus sélectif. Le Refus sélectif "consiste à appliquer les principes de désobéissance civile, prônés par le Mahatma Gandhi et Martin Luther King Jr., dans un contexte militaire. Bien qu'il ne conteste pas la légalité du service militaire universel, ce principe affirme le droit et le devoir qu'a tout soldat de jauger les ordres qu'il reçoit et de rejeter les missions qu'il considère comme moralement et politiquement répugnantes. Contrairement au pacifisme ou à l'objection de conscience, le refus sélectif reconnaît qu'il existe des circonstances dans lesquelles le recours à la force est légitime, notamment lorsqu'il s'agit de résister à une agression extérieure ou de se libérer du joug d'une puissance étrangère ; mais il rejette l'usage de la puissance militaire à des fins indignes, comme les guerres de conquête ou l'asservissement d'une population civile." (cf. site web de Yesh Gvul).

A présent de plus en plus de jeunes refusent totalement de servir. Yesh Gvul ne le conseille pas mais le comprend.

Il y a 3 niveaux d'action:

1. la société israélienne est très militarisée, il est très difficile de dire non à la structure militaire, à la pression sociale. Afin de soutenir moralement les refuzniks, Yesh Gvul a mis en place un groupe de support (fonctionnant un peu comme les Alcooliques Anonymes), une help line, aide les prisonniers en leur envoyant des lettres, en les faisant adopter par des sympathisants (Dan lui-même a été adopté par un groupe de Montréal quand il était en prison), ...

2. au niveau politique, Yesh Gvul essaie de mener des campagnes dans la société pour le droit à la désobéissance, pour la fin de la répression contre les refuzniks, ... Ils font des conférences, rencontrent des groupes de réservistes. Ils ont fait passer des encarts dans la presse. Ils distribuent des tracts aux soldats aux arrêts d'autobus. Attention: Yesh Gvul n'appelle pas à la désobéissance mais essaie d'inciter les gens à penser à leurs actes et se remettre en question. Ils font aussi des campagnes d'information en dehors d'Israël.

3. ils lèvent des fonds pour soutenir les soldats emprisonnés et leur famille.

Dan s'inscrit en faux contre la vision habituelle de Yesh Gvul comme un groupe d'extrême gauche. Il s'agit de Droits de l'Homme et d'éthique, non de politique: il y a des choses qu'une personne décente ne fait pas, un point c'est tout.

Les membres de Yesh Gvul viennent d'horizons politiques différents. Selon leur site web: "Yesh Gvul n'est pas attaché à un plan de paix déterminé. Son objectif premier est de mettre fin à l'usage illégitime et honteux de la FDI (Force de Défense Israélienne !), et d'obtenir que soit mis un terme à l'occupation. Le groupe est uni autour du principe de "deux Etats séparés", comme moyen le plus sûr d'apporter une solution pacifique au conflit israélo-palestinien."

Depuis septembre 2000, il y a plus de 1200 refuzniks officiels, soit officiers, soit jeunes miliciens. Ceux-là ont signé une pétition ou une lettre où ils prennent position.

"Seulement" 170 d'entre eux ont été envoyés en prison parce que le gouvernement essaie d'étouffer le phénomène. Il y aurait des milliers de "refuzniks de l'ombre" ("grey refuzniks").

Ces refuzniks n'ont pas un profil social particulier. De l'expérience personnelle de Dan, la plupart sont des hommes, des miliciens de 17-18 ans à des officiers de 45 ans, venus de toutes origines. Il n'y a aucune étude précise sur le sujet.

Quand on lui fait remarquer qu'il est tout de même difficile de refuser de servir alors que tout le monde doit y passer, Dan nous répond qu'en réalité, le service militaire en Israël n'est ni universel ni totalement obligatoire. Seulement les hommes et femmes juifs et les hommes druzes sont appelés. Les Bédouins peuvent se porter volontaires. Les femmes peuvent facilement se faire exempter en déclarant qu'elles sont religieuses. Les hommes peuvent facilement se faire passer pour déséquilibrés pendant la visite de contrôle.

En fin de compte, seulement 58% des hommes font leur service, et seulement 40% l'effectuent jusqu'au bout. Seulement 10% vont en réserve (dont plus de gens de gauche que de droite).

Comment juger de ce qui est illégal ou immoral ? Quelle est la limite ? Dan nous présente un exemple de jurisprudence: en 1956, il y a eu un massacre à kfar Quasim. Des Palestiniens revenaient de leurs champs en ignorant qu'un couvre-feu avait été imposé. Il n'est pas très clair si les soldats ont réellement reçu l'ordre de les abattre ou non, mais au final ils ont tué 40 personnes. La Court Suprême a clairement établi que, même si les soldats ont réellement reçu l'ordre de tirer, il y a des ordres qui sont clairement illégaux, par exemple: abattre des civils sans défense, et qu'un soldat a le devoir de refuser. Les soldats ont été condamnés.

Dan réfute l'argument selon lequel si tout le monde refusait de servir, ce serait le chaos. A Yesh Gvul, ils ne pensent pas que le mouvement sera jamais aussi étendu. Leur but est d'augmenter le nombre de refuzniks jusqu'à ce que le gouvernement soit forcé de changer de politique, comme pendant la Guerre du Liban. De la même manière, ils ne prennent pas trop au sérieux le risque que "si les "gentils" deviennent tous refuzniks, seulement les "méchants" continueront à servir".

Ils refusent aussi l'argument selon lequel ils créent un précédent que les colons pourront utiliser un jour pour refuser d'évacuer les colonies pour "raisons morales". Dan ne pense pas que cela puisse créer un réel problème. Par exemple, lors de l'évacuation d'une colonie il y a quelques semaines: il y avait plus de 1000 soldats et policiers impliqués. Seulement 3 ont réellement refusé d'agir et ont été jugés. Quelques autres ont demandé discrètement à leur officier de ne pas avoir à le faire et ont été tout aussi discrètement envoyés ailleurs.

5. Givat haviva

<http://66.155.17.109/peace/hebrew/default.asp>

5.1. Dov Pouder - directeur du Centre

Notes par Jonathan Levy

Givat Haviva est un centre qui a pour vocation de rapprocher les peuples juif et palestinien. Il a été créé en 1949 par des membres du mouvement de jeunes de l'Hashomer Hatzair et du mouvement des Kibboutzim et a gagné en 2001 le " prix de l'Education pour la Paix" de l'UNESCO.

Selon Dov Pouder, son directeur, le meilleur moyen de mettre un terme au conflit c'est *l'éducation pour la paix*. Celle-ci sous-entend la connaissance de l'autre et le respect mutuel. La paix ne sera pas réelle si les deux peuples ne font que signer un pacte de non agression mutuelle. La paix viendra uniquement grâce aux efforts fournis par chacun pour se rapprocher de son voisin.

Vu les circonstances actuelles, il est indispensable que quelqu'un, un organisme par exemple, intervienne pour initier ce rapprochement. C'est ce qu'entreprend Givat Haviva au travers de différents programmes; par exemple :

- programmes de rencontre entre élèves d'écoles juives et arabes (dont un projet artistique)
- éducation pour la paix avec des professeurs d'écoles Israéliennes
- édition de publications par des rédacteurs arabes et juifs
- tournois de football entre des équipes où se mêlent jeunes arabes et juifs
- douze couples d'enfants (12 juifs et 12 arabes) s'invitant mutuellement dans leur maison pour se faire découvrir leurs familles, habitudes, coutumes, leur mode de vie... et faire un reportage –photo
- etc...

Le centre œuvre également pour la tolérance et le rapprochement entre les différentes communautés à l'intérieur du peuple juif : communauté religieuse orthodoxe, laïque, d'origine russe, ashkénaze, sépharade, ...

Givat Haviva travaille également dans d'autres domaines :

- son institut "Moreshet" ("patrimoine") transmet, traduit les messages portés par les résistants qui ont initié les révoltes des ghettos (grand nombre d'entre eux étaient de l'Hashomer Hatzair).
- un musée de l'Hashomer Hatzair.
- Un collège semi- professionnel en partenariat avec l'université technique du Technion pour former des jeunes sans diplôme dans différents domaines. Le but étant de sortir du processus de paupérisation par l'éducation.

"Seule l'éducation peut apporter la paix dans l'avenir. Nous ne sommes pas un parti politique. Nous soutenons la droite ou la gauche ; nous sommes au-dessus des partis et ne travaillons que pour l'éducation à la paix " nous clame Dov Pouder.

5.2. *Lea Eisenberg*

Notes par Micha

Nous rencontrons ensuite Lea Eisenberg. Lea est née au Pays de Galles et est venue s'installer en Israël dans les années 70.

Comme tous les gens que nous rencontrons aujourd'hui, Lea est bouleversée par le dernier "événement": hier soir, cinq personnes ont été assassinées non loin d'ici, au Kibbutz Metzger, connu pour ses positions pacifistes. Certaines des victimes étaient connues ici. La tension est palpable, les gens sont visiblement déprimés et luttent contre le découragement, la tentation d'abandonner: comment encore se battre pour la paix dans ces circonstances ? Malgré cela, tous les employés sont là aujourd'hui à Givat Haviva, juifs et arabes.

Journaliste de formation, Lea s'occupe entre autres au sein de Givat Haviva de Crossing Borders: une revue écrite par des jeunes de différentes origines: Israéliens juifs, Arabes palestiniens et israéliens ainsi que jordaniens. Les jeunes y décrivent leur quotidien, leur perception du conflit, mais abordent aussi des sujets plus légers qui les intéressent.

C'est un projet initié en 1999 et financé par le gouvernement danois. La revue sort tous les deux mois. Les jeunes rédacteurs se rencontrent en terrain neutre, par exemple en Turquie, ce qui revient assez cher. Avec le changement de gouvernement au Danemark, le financement a été supprimé et le projet est en suspens. Givat Haviva envisage actuellement de demander des subsides à l'EU.

Une autre activité de Lea est l'animation de groupes afin de leur faire comprendre la réalité et la complexité du conflit, comme le vivent les Palestiniens. Particulièrement le point délicat de la différence entre les Arabes israéliens et les Arabes palestiniens.

Lea commence par nous montrer une carte d'Israël qui reprend les zones A, B et C, et où elle a rajouté la Ligne Verte à la main.

Elle nous fait remarquer, dans les environs de Givat Aviva et le long de la route 65 (tout près de la Ligne Verte), la région surnommée le "petit triangle", délimitée par 3 ville arabes: Umm El Fahm (37000 musulmans), Kfar Kari (14000 musulmans) et Baka El Gharbiya (25000 musulmans). En tout, 100 000 Musulmans et 50 000 Juifs vivent dans cette région. Il y a aussi des kibbutzim et des moshavims. Cette région est sous les projecteurs de puis octobre 2000 et le début de l'Intifada El Aksa car beaucoup d'actions terroristes ont eu lieu le long de la route 65.

En 1949, à la création de la Ligne Verte, les Israéliens négocièrent avec les Jordaniens pour garder le "petit triangle", afin de garantir le contrôle de la route 65. Ils l'échangèrent contre des terres autour de Hebron. Tous les habitants arabes de la région reçurent la nationalité israélienne mais ils furent séparés de leur famille et voisins de Cisjordanie, passée sous souveraineté jordannienne. En Cisjordanie, certains Palestiniens reçurent la nationalité jordannienne (principalement ceux qui étaient restés chez eux), alors que ceux qui avaient fui la zone sous souveraineté israélienne eurent le statut de réfugié (d'après la loi militaire) et durent s'installer dans des camps.

Nous sommes maintenant prêts à commencer le jeu de rôle qui est au cœur de l'animation: nous sommes des Palestiniens du village de Barta, pas très loin d'ici à la limite du "petit triangle". Notre famille est la famille Kabba.

En 1949, des Israéliens et des Jordaniens viennent dans notre village avec une carte d'état major, ils trouvent une frontière naturelle (une vallée) et ils divisent le village de Barta en deux: East Barta et West Barta. Le village est traversé par la Ligne Verte.

East Barta est maintenant annexé par les Jordaniens et West Barta est israélienne.

En 1950, la partie Ouest est sous la loi militaire, les Palestiniens israéliens ne peuvent bouger sans autorisation militaire et ce jusqu'en 1966.

A partir de 1953, il devient très difficile de traverser la Ligne Verte car des soldats jordaniens y sont en faction. La séparation effective entre les 2 moitiés du village s'instaure. Le moukta, le chef du village, choisit de s'installer en du côté jordanien, pas pour des raisons idéologiques mais pour rester auprès de celle de ses deux femmes qui a le plus de fils.

Quand un habitant de East Barta meurt, le problème se pose: le cimetière est à West Barta. Il faut en créer un nouveau à East Barta. Bientôt, dans les deux parties du village, on commence à reconstruire les infrastructures manquantes: cimetière, école, mosquée,...

Dans la partie Ouest de la ville, c'est l'Etat Hébreu qui est en charge de l'éducation et les Palestiniens qui vivent là apprennent l'histoire du sionisme, les auteurs juifs et hébreux (Bialek, Basevich Singer,...). Rien sur l'histoire des Palestiniens. Les gens ne font pas de problèmes et se résignent.

Dans la partie Est, c'est la culture hachémite et bédouine des Jordaniens qui est enseignée. Les gens deviennent Jordaniens.

Petit à petit se crée une différence entre les habitants de East et de West Barta.

1963 à East Barta, une femme a une petite-fille et veut l'annoncer à sa sœur qui habite à West Barta. Elle monte sur le toit de sa maison et agite une petite robe d'enfant rose. C'est alors qu'un soldat jordanien la met en joue et lui crie d'arrêter de parler aux Juifs si elle ne veut pas se faire tuer.

1966, les Palestiniens israéliens peuvent circuler où ils le veulent à l'intérieur de l'état d'Israël.

1967, la Guerre des Six-Jours. A la fin de la guerre, la Cisjordanie passe aux mains des Israéliens. A East Barta, on est content que les Jordaniens soient partis.

Toute la famille Kabba peut se rencontrer et c'est l'euphorie.

Mais bientôt la jalousie s'installe: les habitants de West Barta (avec la nationalité israélienne) sont bien plus aisés que ceux d'East Barta. Les opinions politiques aussi sont différentes. Les habitants de West Barta sont plus éduqués, moins nationalistes et ils trouvent les habitants de East Barta "primitifs". Il y a même des vols entre les deux parties de la famille !

En Israël, c'est une période de Baby Boom et de building Boom. Les Palestiniens des Territoires peuvent aller travailler en Israël, comme dans le secteur du bâtiment, mais ils gardent la nationalité jordanienne.

Pendant 20 ans, c'est une relative prospérité pour tous.

Durant ces années, beaucoup d'hommes de West Barta se marient avec des femmes de East Barta et vont vivre à East Barta mais leurs enfants sont israéliens: des enfants israéliens qui vivent en Cisjordanie mais vont à l'école en Israël et apprennent la littérature de Bialek!

Entre-temps, la famille Kabba s'est beaucoup agrandie: de 4000 membres en 1949, elle est passée à plus de 21000 membres (avec les extensions en Australie ou en Allemagne) et est impliquée dans tous les aléas de la région.

En septembre 1970: beaucoup de Palestiniens sont tués ou chassés de Jordanie vers la Syrie et de la Syrie vers le Liban où ils s'organisent et attaquent le Nord d'Israël. Dans les deux parties de la famille, on a des parents qui sont tués ou chassés de Jordanie en 1970.

Pendant la Guerre du Liban, des membres de la famille sont tués au Sud Liban.

Arafat fuit à Tunis puis en Algérie. Certains membres de la famille suivent Arafat à Tunis.

1987, début de la 1^{ère} Intifada: la partie Est du village est très impliquée et attaque les villages israéliens voisins. La partie Ouest ne participe pas, ce qui provoque la colère de la partie Est qui les accuse d'être des traîtres, des Juifs. Ils essaient d'influencer leurs voisins, surtout via les diffusions de sermons dans les mosquées: n'oubliez pas qui vous êtes, on est les mêmes,.... Les jeunes de la partie Ouest veulent suivre leurs cousins de la partie Est mais leurs parents les en dissuadent, leur expliquant qu'ils ne sont pas les mêmes, que leur combat à eux, c'est d'avoir les mêmes droits que les Israéliens en Israël. Pour la plupart, ils soutiennent l'Intifada mais refusent d'y participer de peur de perdre leur nationalité israélienne.

Pendant cette Intifada, la Cisjordanie est fermée de nombreuses fois (parfois pendant des périodes qui dépassent 6 semaines). Les habitants de West Barta aident ceux d'East Barta: ils leur apportent à manger, de l'argent, ...

Les soldats israéliens utilisent les toits des maisons de West Barta pour tirer des gaz lacrymogènes sur les insurgés d'East Barta. Les habitants de West Barta se voient reprocher d'aider les Israéliens: les soldats de votre pays tirent sur vos frères et vous ne faites rien.

1993, Oslo: début du processus de paix. Soulagement et euphorie. Mais cette euphorie n'a qu'un temps: les fruits du processus de paix tardent à se faire sentir. De nouvelles colonies s'implantent dans les Territoires. Souvent, des Palestiniens des territoires y travaillent employés par des Palestiniens israéliens. Le processus de paix avance et recule. Le nombre des attentats augmente.

2000, 2^{ème} Intifada. Cette fois: les Arabes israéliens y participent en masse. A West Barta pourtant rien ne se passe: les parents empêchent leurs enfants d'y participer. Mais aujourd'hui, certains le regrettent.

A la fin du jeu, beaucoup sont étonnés et confus: la situation palestinienne, qui est souvent résumée en 2-3 clichés réducteurs, a maintenant pris une nouvelle profondeur, bien plus riche et complexe que nous n'imaginions. Et ce n'est pas prêt de se simplifier: quand le mur de séparation actuellement en chantier sera construit, East Barta la Cisjordanienne se retrouvera du côté israélien ...

6. Adallah

www.adalah.org

Dans le cadre de sa présentation, notre interlocuteur nous explique que les dénominations « Palestinien israélien » ou « Arabes israéliens » font débat. La première est en train de s'imposer au fur et à mesure que les Palestiniens israéliens prennent conscience de leur Histoire (en particulier 1948 et le régime militaire jusqu'en 1966) et affirme leur identité. D'ailleurs on parle d'eux comme des « citoyens israéliens » mais jamais comme des « israéliens » ce qui témoigne d'une identification d'Israël à sa majorité juive.

Il retrace l'historique de la situation de la minorité arabe en Israël et rappelle qu'à cause du conflit, Israël est en « Etat d'urgence » permanent depuis 1948 et de ce fait on accepte plus facilement que les lois soient violées, en particulier lorsqu'il s'agit des Palestiniens Israéliens.

En fait, avant 1993, le conflit servait de prétexte pour ne pas se saisir du problème des Palestiniens israéliens. En 1996, après Oslo, Adallah a été créée, avec participation d'avocats juifs, pour défendre les droits (juridiques) de la minorité arabe au sein d'Israël. L'objectif à terme est d'obtenir l'égalité des droits pour les arabes israéliens en tant que frange de la population. Différents types de droits sont concernés : droits sociaux, droits culturels, ...

Dans ce cadre, de nombreux combats ont été menés autour du rééquilibrage des dépenses consacrées à la population arabe. Ce point ayant été rejeté car jugé trop vague pour être traité au niveau juridique, Adallah a décidé de se concentrer sur des dossiers plus précis : déséquilibre dans le budget du ministre du culte qui ne prévoyait de l'argent que pour les cimetières juifs (gagné en 2001), panneau de signalisation routière en Arabe (gagné en première instance), villages non-reconnus qui se voient donc refusé les infrastructures publiques normales, villages bédouins non reliés à l'eau, ... De manière générale, l'idée est de partir des droits humains pour arracher des victoires politiques.

Pour autant, notre interlocuteur témoigne d'un certain pessimisme sur les victoires que permettront la voie légale. En effet, la loi elle-même est souvent discriminatoire, quand elle ne l'est pas, les juges acceptent les violations qui profitent à l'Etat dans sa mission sioniste et même quand ils les refusent, les forces de l'ordre (police, armée,...) ne respectent pas les décisions !

Les exemples récents de discrimination ne manquent pas : événements d'Octobre 2000, publication d'un rapport officiel qui parle de la minorité arabe comme d'un danger démographique, retrait de la citoyenneté israélienne à des citoyens arabes accusés de terrorisme, retrait de l'immunité d'Azmi Bishara pour un discours politique de soutien à la résistance palestinienne et enfin une modification de la loi électorale qui pourrait aboutir à refuser aux partis arabes de concourir aux prochaines élections !

Par ailleurs, il explique que la gauche a toujours fait plus que la droite pour les Palestiniens Israéliens mais estime que le problème va au-delà de cette différence : le sionisme même constitue un problème pour les Palestiniens Israéliens car l'idée « d'une terre sans peuple pour un peuple sans terre » nie leur existence et leur histoire en tant que peuple. La solution

passer par la reconnaissance des Palestiniens Israéliens comme de véritables citoyens actifs et plus comme des ennemis de l'intérieur.

7. People Peace Campaign: Saman Khoury

Nous rencontrons Saman Khoury, coordinateur de la People Peace Campaign: une organisation réunissant des activistes pour la paix, autant Palestiniens qu'Israéliens ou qu'internationaux.

La People Peace Campaign s'attache à faire connaître la situation des Palestiniens sous l'occupation. Dans ce but, ils organisent des réunions, des rencontres, afin d'expliquer les différents symptômes de l'occupation depuis 1967: l'isolation des personnes (notamment à cause du mur de sécurité, la discrimination au quotidien, le non-respect des droits de l'Homme,...

En 1999, ils ont lancé une pétition appelée "Time for Peace" qui appelle les leaders des 2 côtés à mettre fin à la violence et aux activités de guerre, et à revenir à la table de négociation sur la base suivante:

- 2 Etats selon les frontières de 1967 où les gens pourront vivre dans la sécurité et le respect des droits de l'Homme.
- Jérusalem comme capitale de ces 2 Etats : Jérusalem-Est capitale de la Palestine et Jérusalem-Ouest celle d'Israël.
- une solution juste et équitable à négocier à la question des réfugiés palestiniens.

La pétition compte aujourd'hui (novembre 2002) plus de 2300 signatures, palestiniennes et israéliennes, y compris plusieurs signatures de MKs (Members of Knesset) et de membres de l'OLP. Les coordinateurs voudraient organiser des scéances de signatures un peu cérémonieuses afin de poser des symboles, mais c'est difficile à organiser dans la situation actuelle.

Saman est un résistant de longue date, il est membre de l'OLP et a été membre du FLP. Il a fait plusieurs fois de la prison, sa dernière incarcération remonte à 1992.

Lors de la première intifada, il faisait partie du leadership.

Pour la deuxième intifada par contre, il rejette le terme d' "intifada": "intifada" en arabe signifie "révolte", c'est quand tout le peuple participe pour rejeter les occupants et réclamer son indépendance, c'est un mouvement populaire. C'est pourquoi il n'appelle pas ce qui s'est passé ces 2 dernières années une intifada. Selon lui, ça n'a rien à voir avec des gens qui se révoltent contre quelque chose. C'est une guerre, et ce depuis le 1er jour.

Selon Saman, à l'époque (avant septembre 2000), personne n'aurait pu imaginer ce qui allait se passer, les gens croyaient plutôt qu'un soulèvement palestinien allait éclater contre la Palestinian National Authority (PNA): après l'enthousiasme suscité par les accords d'Oslo, la déception avait fini par apparaître chez les Palestiniens. Les gens s'attendaient à une amélioration de leur qualité et de leur niveau de vie, et dans certains cas, c'est le contraire qui s'était produit. Le refaçonnage des statuts des territoires occupés depuis 1967 et la création des zones A, B, C et D ont compliqué les déplacements. De même, l'expansion ininterrompue des colonies.

Les Palestiniens étaient donc effectivement à bout et ne croyaient plus que les accords d'Oslo signifiaient la paix, mais ce qui s'est finalement passé n'était pas du tout attendu, ce n'était même pas imaginable.

Quand à la version selon laquelle la seconde intifada a été provoquée par des agitateurs palestiniens, Saman la réfute complètement: pour lui, la Sécurité israélienne s'est bien assurée depuis 1996 que quoi qu'il puisse arriver, cela ne se peut que sur initiative ou provocation israélienne. De même, comment Arafat pourrait-il être responsable de l'échec du Processus de Paix, comme le clamment les Israéliens et les Américains, alors que tout le processus dépendait de plans qui ne menaient pas à la paix; notamment le zoning, le redéploiement de l'armée, et l'extension des colonies juives.

Quand les gens ont commencé à se rassembler à Al Aqsa le 28 septembre 2000, il n'y avait pas plus de 200 personnes qui s'opposaient à la visite de Sharon, qui voulait s'imposer à l'intérieur de la mosquée. Ces gens lui ont dit très clairement exprimé que pour eux, il profanait leur site religieux et qu'il devait partir, et ils ont jeté des chaussures sur les soldats. Quand un Arabe lance une chaussure sur quelqu'un c'est une insulte...mais ça ne tue personne !

Pourtant, quand les jours suivants les gens ont recommencé à protester, l'armée israélienne a tiré et a tué 7 personnes à l'intérieur de la mosquée. A partir de là, les protestations n'ont fait qu'augmenter, et lors de la procession des funérailles des 7 victimes, 13 autres personnes ont été tuées. Jusque là, aucun Palestinien n'avait encore tiré...

Aujourd'hui, la situation est pire que jamais. Il y a plus d'un million de personnes assiégées. De moins en moins de personnes sont autorisées à travailler en Israël: de 150.000 personnes avant septembre 2000 (le double si l'on compte les travailleurs au noir), à moins de 15000. La malnutrition augmente, spécialement à Gaza où cela concerne plus de 48% des enfants. Le revenu moyen est de 1.8-2 US\$/jour par personne.

L'infrastructure palestinienne est totalement détruite: pour Saman, c'est cela qui était la vraie cible de l'armée israélienne, et non les terroristes. Les hôpitaux sont détruits ou endommagés.

La PNA ne fonctionne plus, ne peut plus s'occuper de l'Education, les affaires locales sont paralysées, les services de santé aussi.

Il y a plus de 122 checkpoints permanents, les Territoires sont bouclés, les gens n'ont pas le droit de circuler librement entre les villes. Pour un Arabe israélien, voyager prend du temps: si il va de Ramallah à Jérusalem, cela va lui prendre plus d'une heure, contre 10 minutes il y a 2 ans. Mais pour un Palestinien (qui n'a donc pas la nationalité israélienne) c'est encore pire: ça lui prend 2 à 3 heures. Et c'est pareil partout: pour ceux de Jénine, de Tulkarem,...

Malgré tout, Saman croit encore que si les accords de Taba étaient soumis aujourd'hui à un référendum, un bon pourcentage des gens les soutiendraient, pour peu qu'ils puissent voir que les choses vont réellement changer, que la paix est à la portée de la main. Cela aurait été plus facile à l'époque bien entendu mais il a confiance, il se rappelle la réaction joyeuse des gens, y compris les jeunes, en 1993 après les Accords d'Oslo. Cela peut se reproduire à nouveau, si seulement une paix juste est proposée.

La situation s'est beaucoup détériorée depuis le lancement de la pétition. Mais malgré tout, Saman pense qu'il est important de continuer à travailler par la voie du peuple et toujours ensemble, Israéliens et Palestiniens. Ils invitent tous les gens de bonne volonté à se joindre à eux, afin de continuer à lutter ensemble, Israéliens et Palestiniens, pour la paix.

Pour lire le texte exact de la People Peace Campaign :
<http://www.peoples-peace-campaign.org>

8. Ta'ayush : Issam Boraya et Karen Akoka

www.taayush.org/

Ta'ayush nous est présenté par deux de ses membres: Issam Boraya, d'origine palestinienne/arabe israélien et Karen Akoka, juive israélienne

Issam enseigne les sciences politiques à l'université. Jusqu'il y a peu, il n'était pas réellement impliqué en politique. Avec Ta'ayush, il a eu pour la première fois le sentiment que quelqu'un parlait réellement d'égalité entre les Palestiniens et les Juifs. Beaucoup de Palestiniens ne croient pas en la coexistence à cause des mauvaises expériences du passé. Ils n'ont pas confiance, ils ne croient pas en l'égalité: en réalité, l'origine ethnique détermine les droits des gens parce qu'Israël est conçu en tant qu'Etat Juif.

Par exemple, pour être membre de la Knesset, il faut reconnaître Israël comme un état juif: les Palestiniens n'y sont que des invités alors que les Juifs russes sont des citoyens légitimes. Pour Issam, Ta'ayush a été une nouvelle opportunité, c'est pour cela qu'il a voulu en faire partie.

Leur challenge est de proposer un nouveau modèle de société avec une vraie égalité citoyenne pour tous les groupes ethniques en Israël. Fondé en 2000, le mouvement vise à construire un vrai partenariat entre Arabes et Juifs et à mettre fin à l'occupation des Territoires au travers d'actions concrètes de solidarité avec les Palestiniens: organisation de convois de produits de première nécessité dans les Territoires, aide à la reconstruction de maisons détruites par l'armée, accompagnement de paysans palestiniens dans leurs champs afin de leur servir de bouclier humain vis-à-vis des colons, ... Manifestement, comme nous avons pu le constater nous-mêmes au cours d'autres rencontres, cette manière d'agir est considérée en Israël comme extrêmement subversive, même au sein du camp de la paix.

Karen insiste sur 2 points: Ta'ayush est binational et c'est un groupe d'action, pas un parti politique. Ils ne peuvent ni ne veulent pas se comparer à Meretz ou Shalom Arshav. Par exemple, il n'y a pas de Palestiniens dans ces groupes. La force de Ta'ayush est d'être "grassroots", spontané, avec un petit dénominateur commun: s'opposer au colonialisme. D'un autre côté, ils ne sont pas institutionnalisés. S'ils veulent grandir, ils seront obligés d'en passer par là mais ça leur fait peur, ils ne veulent pas gaspiller leur énergie à autre chose qu'à l'action.

Issam se montre très critique vis-à-vis du Meretz et des partis ou organisations "mainstream" qui considèrent les membres de Ta'ayush comme des radicaux. Il leur est constamment demandé de considérer le point de vue des Juifs, comme pour prouver leur loyauté, mais la priorité de Ta'ayush est de s'occuper des victimes, et les victimes actuellement, c'est les Palestiniens.

Karen nous parle de la propagande incroyable en Israël depuis 2 ans. C'est la pensée unique. Pour Issam, les Juifs américains sont encore pires que les Israéliens: sur les campus américains, il y a des listes noires pour ceux qui ne suivent pas la bonne ligne de pensée: "campus watch", AIPAC. Tout dialogue est paralysé.

A titre personnel, Issam pense que la situation a changé depuis le début de la seconde intifada et que les Palestiniens doivent changer leur fusil d'épaule: un Etat palestinien séparé n'est plus souhaitable, les Palestiniens et les Juifs sont bien trop mélangés et l'infrastructure palestinienne est bien trop détruite pour que la séparation soit possible et donne vie à un Etat palestinien viable: à présent, seul un Etat binational est encore possible.

9. Neve Shalom

<http://www.nswas.com>

Neve Shalom/Wahat al-Salam est un charmant village situé au sommet d'une colline, à mi-chemin entre Tel-Aviv et Jérusalem. Il s'agit d'un village coopératif composé d'une cinquantaine de familles israéliennes, dont la moitié est juive et l'autre moitié est arabe israélienne². La visite de ce lieu beau et tranquille constitue pour nous une détente agréable après les séminaires intensifs des jours précédents.

Le nom de ce village signifie "oasis de paix", en hébreu et en arabe. Il a été fondé en 1972 sur un terrain de quarante hectares loué au monastère catholique de Latrun, qui est situé sur la colline adjacente. Les membres de ce village veulent démontrer la possibilité d'une coexistence pacifique entre Juifs et Palestiniens en développant une communauté fondée sur l'acceptation mutuelle, le respect et la coopération.

Cette communauté est propriété de ses membres, qui la gèrent de manière démocratique. Elle n'est affiliée à aucun parti ou mouvement politique. En plus de son propre développement, cette communauté gère une école mixte pour Juifs et Arabes, un centre pour visiteurs internationaux, et participe à de nombreux événements en faveur d'une cohabitation pacifique entre Juifs et Arabes Israéliens.

La visite du village s'effectue en compagnie de Rita Boros, responsable du programme de volontariat à Neve Shalom/Wahat al Salam. Nous passons devant l'école où l'enseignement se fait en arabe et en hébreu. Tous les élèves apprennent la signification des différentes fêtes religieuses (Noël, Pessah, Ramadan...) et sont encouragés à y participer de la manière qui leur convient le mieux.

Les maisons de ce village sont privées : chacun doit apporter ses propres fonds pour acheter son logement - contrairement à la pratique dans les kibboutzim.

Rita nous explique que le village accueillait six volontaires internationaux dans le passé, mais qu'ils ne sont plus que deux à cause de la situation de tension. Ces volontaires effectuent des tâches qui peuvent paraître ingrates : nettoyage, cuisine ou travail à l'école. En échange, ils reçoivent des formations telles que l'apprentissage de l'arabe ou la participation à des séminaires à l'école de la paix.

Enfin nous découvrons un bâtiment rond et vide, appelé "Maison du Silence", situé à l'écart du village dans un endroit très calme. Il a été construit pour permettre à chacun de se recueillir et rencontrer ses croyances, quelles qu'elles soient. Cette construction est un signe de l'importance accordée à la vie spirituelle par les membres du village - en particulier les fondateurs.

La suite de cette section est consacrée à notre rencontre avec le porte-parole de la communauté Neve Shalom/Wahat al Salam, Ahmed (Mohammed) El-Jazi. Au cours d'une longue discussion, il répondra avec franchise à nos questions sur l'inégalité entre Juifs et Arabes, dans la communauté et en Israël, et évoquera des solutions politiques à long terme à la présente situation.

² Nous rappelons la différence entre le nom "Israeli Arabs" (Arabes israéliens) utilisé par la plupart des Israéliens juifs et le nom "Palestinian Israeli" (Israéliens palestiniens) qu'ils se donnent à eux-mêmes. La meilleure discussion à ce sujet est l'intervention de Ghassan Agbaria (Adalah).

Dans le village, tous cherchent à instaurer une égalité complète entre Juifs et Arabes. Mais Ahmed ne pense pas que la communauté y arrive réellement, car elle fait partie de la société israélienne, où l'inégalité est en pratique la règle. Par exemple, ses voisins juifs reçoivent pour leur fille une aide sociale plus élevée que celle qu'Ahmed reçoit pour son fils, bien qu'ils aient tous les deux le même âge. De plus, l'inégalité est hiérarchisée : l'école du village arabe voisin est en bien pire état que celle de Neve Shalom/Wahat al-Salam, et le fils d'Ahmed sait qu'il est malgré tout privilégié.

Interrogé sur la position des Israéliens palestiniens du village par rapport aux autres Israéliens palestiniens, Ahmed la compare à celle des ashkenazes au sein d'Israël : tout comme eux, ils ont pour la plupart reçu une éducation universitaire. Ils se savent donc privilégiés par rapport aux autres Israéliens palestiniens. Mais si ce sont les membres juifs de la communauté qui sont le plus souvent traités de "traître". Ahmed en conclut que les Israéliens palestiniens ont accepté de partager le pays, alors que les Israéliens juifs ne sont pas encore arrivés à ce stade.

Les parents des Israéliens palestiniens du village considèrent que ceux-ci sont "naïfs", en particulier depuis octobre 2000, quand 13 Israéliens palestiniens ont été tués par la police³. Lorsque ça s'est produit même le Meretz leur a tourné le dos, et ne les a pas représentés. Ahmed considère que la Gauche israélienne n'a pas un ensemble de valeurs claires : lorsqu'elle constate un "mauvais" comportement de la part des Arabes, elle quitte le camp de la Paix. La raison serait le repli de chacun dans sa propre communauté, dû au sentiment d'être physiquement menacé - un sentiment commun aux deux parties.

Nous nous trouvons dans le seul village mixte de la région, alors qu'il s'y trouve 50 villages juifs. Chaque arrondissement municipal a été conçu pour obtenir une majorité juive, et donc un maire juif. Ahmed pense que son village peut défier ce système, et montrer qu'il est possible de vivre différemment. Ici par exemple, le directeur de l'école peut être palestinien. Mais il s'interroge sur l'orientation de sa communauté. Il ne pense pas qu'il suffise de continuer les activités comme si de rien n'était, pour donner le village en exemple et prétendre que tout va bien.

Selon Ahmed, les Palestiniens ont dû s'accommoder de six premiers ministres israéliens, chacun doté de sa propre folie. Les dirigeants palestiniens s'y sont adaptés, mais auraient pu mieux gérer les négociations. Il n'est donc pas un supporter d'Arafat, en particulier à cause de son manque de constance.

Nous interrogeons Ahmed sur une idée ressuscitée par plusieurs de nos interlocuteurs précédents : celle d'un Etat binational pour Israël et la Palestine. Comme eux, Ahmed pense qu'il est à présent impossible de créer deux Etats séparés. Que faire alors des colonies, des Israéliens palestiniens, de Jérusalem? Seule une fédération de deux entités résoudrait ces problèmes. Si cette solution de l'Etat binational peut sembler utopique, ce sont les dirigeants des deux bords qui en sont responsables. Le processus d'Oslo ayant échoué, il faut tout reprendre à zéro. Israéliens et Palestiniens ont besoin d'une période de réflexion pour s'habituer à des idées neuves.

Bien qu'il n'ait pas de solution toute prête, Ahmed trouve inapplicable la création de deux Etats séparés par la "ligne verte" d'avant la Guerre des Six Jours, la date de 1967 est pour lui arbitraire. S'il est vrai que les Palestiniens et les Juifs ne s'aiment pas, et réclament des Etats séparés, le mot "Etat" doit être compris dans le sens de "territoire".

³ Lors des émeutes qui ont suivi le début de la deuxième Intifada.

Israël ne doit pas prendre des territoires aux Arabes pour les donner aux Juifs. Ahmed déclare n'avoir aucun autre problème avec Israël. La division établie à l'origine par les Nations Unies pourrait fonctionner aujourd'hui même. Ce plan consistait à l'époque en une division des surfaces en 60 et 40%, des frontières ouvertes, une économie commune, 600000 Juifs contre 500000 Israéliens palestiniens, et 60 colonies dans les territoires palestiniens. Aujourd'hui encore, ces principes sont toujours valides.

Ahmed pense que l'histoire officielle de l'Etat d'Israël doit être réexaminée à la lumière des faits historiques, comme cela a été fait ailleurs dans le monde. En Irlande, des journalistes ouvrent les archives et enquêtent sur le passé de leur pays. Aux USA, en Australie, ou en Nouvelle-Zélande, l'histoire des populations indigènes a été d'abord inventée, mais est à présent examinée scientifiquement. De la même manière, il devrait être possible en Israël de rechercher les émissions radio et les archives de 1948 par exemple, et de réexaminer les faits. Même si chacun a sa propre opinion sur la création de l'Etat d'Israël, les Arabes considèrent que les faits historiques ne peuvent pas être réduits à une question de point de vue.

Dans le cadre d'un Etat binational, Ahmed trouve même que l'existence de nombreuses colonies est acceptable : l'existence d'un Etat commun garantirait un accès équitable au sous-sol, à la terre et à l'eau.

La réflexion d'Ahmed n'est pas fixée définitivement. Dans l'état actuel des choses, il lui semble que la création de deux Etats séparés est une étape intermédiaire nécessaire, mais il ne se fait aucune illusion quant à la création de deux Etats égaux. Ni l'économie, ni l'armée des deux Etats ne seront jamais à égalité. Il penche donc plutôt vers l'établissement, à long terme, d'un Etat ou d'une fédération binationale.

10. B'Tselem

www.btselem.org

www.hashomer-hatzair.org

B'Tselem est une organisation de défense des droits de l'homme. Son but est de documenter les violations des droits de l'homme dans les Territoires Occupés, pour "combattre le déni prédominant dans du public israélien, et aider à créer une culture des droits de l'Homme en Israël".

Celso Gabarz, membre du directoire de B'Tselem (et secrétaire international de l'HHH), nous a fourni des précisions sur les conditions de travail de son organisation, en particulier sur ses relations vis-à-vis des Israéliens et des Palestiniens.

B'Tselem aborde les Droits de l'Homme comme un problème *technique*, en utilisant la loi internationale comme outil de base. L'organisation a beaucoup de difficultés à convaincre le public israélien que la loi reste d'application quelles que soient les circonstances.

Celso nous explique que la mentalité des Israéliens est en train de changer. B'Tselem, par exemple, organise des séminaires pour rétablir la communication entre enfants d'Israéliens juifs et arabes. Ces séminaires deviennent beaucoup plus difficile à organiser, car les enfants ne veulent plus travailler ensemble. Celso pense que même si la paix entre gouvernements était signée aujourd'hui, il faudrait encore trente ans pour que les gens fassent la paix entre eux.

B'Tselem participe à ce travail de rapprochement entre les deux parties, mais fait face à une difficulté liée à ses statuts: l'organisation ne travaille que dans les Territoires, pas en Israël même. Il ne lui est donc pas possible d'étudier les attaques terroristes ou les violations des droits de l'Homme en Israël.

En tant qu'association de défense des droits de l'homme, B'Tselem communique les résultats de ses recherches par Internet, par publication de rapports et de brochures d'information et par voie de presse pour les cas les plus graves. Ces efforts ont un certain succès, puisque la plupart des Israéliens connaissent l'existence de l'organisation. Mais les informations qu'ils reçoivent par ce canal les mettent tellement mal à l'aise qu'ils préféreraient souvent voir disparaître cette organisation.

Les Palestiniens par contre semblent apprécier l'impartialité de B'Tselem, et l'importance de son travail. Mais la recherche de la vérité dans les Territoires devient de plus en plus problématique. Celso explique qu'à cause des obstacles administratifs et malgré son statut, il lui est de plus en plus difficile de rencontrer les Palestiniens. B'Tselem a aujourd'hui cinq chercheurs sur le terrain, qui effectuent ce travail depuis déjà trois ans.

Pour illustrer la difficulté de son travail, Celso nous rapporte un cas difficile: un espion du Shabak (services secrets israéliens), s'était infiltré dans l'organisation pour espionner plus facilement les Palestiniens. Ceux-ci l'ont pris et malgré les efforts de B'Tselem, ils l'ont exécuté. Cette méthode d'infiltration ne pouvant que condamner son travail à très court terme, B'Tselem est depuis arrivée à convaincre l'armée de ne plus l'utiliser.

B'Tselem ne porte pas devant la justice les cas de violations des droits de l'Homme qu'elle découvre, car ça ne fait pas partie de son mandat. Mais l'urgence de la situation a conduit l'organisation à outrepasser plusieurs fois ce mandat qu'elle s'était fixée.

Celso nous donne plusieurs exemples: B'Tselem a créé le contact entre l'armée et la population de manière à ré-établir l'approvisionnement en eau; envoyé des observateurs aux *checkpoints* pour forcer l'armée à mettre un terme à certains abus; est intervenue pour que les ambulances ne soient plus prises pour cibles par les soldats israéliens. Dans tous ces cas, B'Tselem a contacté ouvertement l'armée pour modifier certaines situations, bien que cela ne fasse pas partie de son mandat originel.

Questionné sur la pertinence d'un parallèle entre la situation actuelle et celle de l'Afrique du Sud du temps de l'apartheid, Celso estime que les deux situations sont différentes: l'apartheid était une idéologie officielle en Afrique du Sud, alors que ce n'est pas le cas en Israël. De plus, les Palestiniens n'ont pas trouvé de leader tel que Mandela. Par contre, le conflit amène peu à peu les Israéliens à adopter une mentalité semblable à celle des Blancs de l'ancienne Afrique du Sud. D'après Celso, il est évident que la droite israélienne est raciste - et que beaucoup de Juifs à l'étranger le sont aussi.

De plus, il affirme que l'action de certains colons est aussi maléfique que celle des terroristes palestiniens. Parmi les colons, Celso distingue deux populations de taille à peu près égale: celle qui s'est installée pour des raisons économiques et celle qui s'est installée pour des raisons idéologiques. Les premiers sont en train de quitter leurs colonies, alors que les deuxièmes ont bâti leur propre milice d'autodéfense. Cette milice, composée de trois ou quatre bataillons, serait prête à combattre Tsahal si celle-ci venait évacuer les colonies. Le parallèle entre ces colons et les militants du Hamas est très clair: pour un groupe comme pour l'autre, seul D. est important et les Etats ne peuvent avoir aucune légitimité.

Finalement, Celso reconnaît la difficulté que nous rencontrons pour diffuser des informations comme celles de B'Tselem dans notre communauté en Belgique. D'après lui, nos proches ne veulent pas écouter ces témoignages car ils sont trop blessés par leur signification. Mais ces rapports ne font qu'établir la nécessité de nettoyer l'intérieur de notre maison plutôt que l'extérieur. Celso ne sais pas comment transmettre ce message, mais tient à ce que B'Tselem garde une certaine distance par rapport à la société israélienne pour continuer à apporter une information impartiale.